



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Energie et transition énergétique - Financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Garantie d'Emprunt accordée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Concessionnaire - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM), la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone. La distribution d'énergie calorifique a ensuite été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Puis un autre avenant a été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15 décembre 1994, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000. Ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité, ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en œuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La concession a ensuite été amendée dans le cadre d'un avenant n°2 en date du 4 mars 2013 ayant pour objet :

- l'approbation du plan quinquennal de travaux (2012-2016),
- la prolongation de la durée de la concession, motivée par l'utilisation accrue d'énergies renouvelables conformément à l'article L.1411-2b du Code général des collectivités territoriales,
- la mise à jour du niveau des tarifs et de la composition des formules de variation en conséquence des changements dans l'approvisionnement énergétique,
- l'approbation de la mise à jour de l'annexe 7 de la concession inventaire des ouvrages en service à la date du 31 décembre 2000,
- l'intégration de la possibilité pour les abonnés du réseau de demander un réajustement de la puissance souscrite à la suite d'une réhabilitation thermique du bâtiment conformément à l'article L.241-10 du Code de l'énergie,
- la mise à jour et la correction de forme de certaines références législatives et réglementaires de la concession.

A la suite de la création de la Métropole, la compétence relative au Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) a été transférée de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, en application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014.

Par la suite, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°3 en date du 8 décembre 2015 ayant pour objet la modification de la composition des formules d'indexation de l'élément R1 chaleur et de l'élément R1 froid en conséquence de la disparition des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité et de gaz pour les professionnels et la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

Enfin, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal 2017-2021 dont le programme est le suivant :

1. Extension des réseaux existants : Raccordement de nouveaux bâtiments sur les réseaux urbains existants d'Antigone/Polygone et de Port Marianne, alimentés principalement par de la biomasse, et des Grisettes, alimenté par le biogaz d'AMETYST ;
2. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier de Cambacérès basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe. La chaleur et le froid seront produits par thermofrigopompes géothermiques avec un appoint assuré par la centrale de trigénération biomasse de Port Marianne ;
3. Création d'un nouveau réseau de chaleur pour le quartier de l'ex-EAI basé sur la valorisation de la biomasse locale ;
4. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Nouveau Saint-Roch basé sur la valorisation de la chaleur récupérée sur la production de froid et d'électricité ;
5. Création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Celleneuve - Beau Soleil basé sur la valorisation de chaleur récupérée sur la production de froid.

Ce plan quinquennal est en cours de mise en œuvre par le RMCF.

Or, le contrat de concession, dans son article 63 A. Emprunts, stipule que le concédant peut accorder sa garantie au service des intérêts, au remboursement des avances reçues et des emprunts contractés par le concessionnaire pour la réalisation des opérations.

Aussi, la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 3 700 000 €, à contracter auprès de la Banque Crédit Coopératif, destiné au financement de travaux de raccordements de nouveaux bâtiments sur les réseaux existants Antigone/Polygone, Les Grisettes et Port Marianne.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Banque : CRÉDIT COOPÉRATIF
- o Capital : 3 700 000 €
- o Durée : 11 ans (jusqu'au 31 décembre 2030 maximum)
- o Taux fixe : 0,40 %
- o Périodicité annuelle
- o Amortissement constant
- o Frais de dossier : 5 500 € TTC
- o Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- o Aucune souscription au capital du Crédit Coopératif
- o **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole de 50%**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 50% de l'emprunt d'un montant de 3 700 000 €, à contracter par la SERM auprès de la banque Crédit Coopératif ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110879-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LettreOffreCrédit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.